N°. 3. 1812.

JOURNAL DU DÉPARTEMENT DES BOUCHES DU RHIN

SAMEDI, le 11 Janvier.

SATURDAG, den 11 Januarij.

EMPIRE FRANÇAIS.

BOIS-LE-DUC, *le 10 Janvier.*

ARRÊTÉ.

Nous préfet du département des Bouches du Rhin, baron de l'empire, chevalier de la légion d'honneur,

ARRÊTONS:

Art. 1. Notre arrêté du 28 décembre 1811, dont la teneur suit, et qui est relatif à l'organisation du bureau de bienfaisance de la ville de Bois-le-Duc, est applicable à tous les bureaux de bienfaisance du département, à l'exception des dispositions des art. 1, 3 et 7 qui sont particulières à ce premier établissement.

2. MM. les sous-préfets sont invités à surveiller l'exécution de cet arrêté. Ils en donneront connaissance aux maires de leur arrondissement qui, en leur qualité de président des établissemens de charité, seront chargés de son exécution.

Bois-le-Duc, le 8 Janvier 1812.

(*Signé*) FREMIN DE BEAUMONT.

ARRÊTÉ.

Le préfet du département des Bouches du Rhin, Baron de l'Empire, Chevalier de la légion d'honneur.

Vu le rapport de Mr. le sous-préfet de l'arrondissement de Bois-le-Duc, relatif à l'établissement des bureaux auxiliaires de charité de cette ville en remplacement des anciens blokmeesters.

Vu celui de la commission administrative des hospices concernant les biens et revenus appartenant à chaque établissement de charité, et duquel il résulte que certaines corporations religieuses ont refusé de donner connaissance des biens dont elles ont eu, jusqu'alors l'administration, sous prétexte qu'ils sont destinés exclusivement au soulagement des pauvres qui professent leur culte.

Vu le décret impérial du 12 juillet 1807 portant que tous les biens et revenus des fondations ayant pour but le soulagement de la classe indigente, sous quelque dénomination qu'elles existent, doivent être mis à la disposition du bureau central de bienfaisance, à la charge d'en disposer conformément aux intentions des fondateurs.

Considérant que le refus fait par les corporations religieuses est sans motifs valables, puisqu'il n'est pas question de détourner de leur destination les revenus des biens dont ils sont en possession, mais au contraire d'en surveiller l'emploi conformément aux intentions des fondateurs, et que, dans aucun cas nul dépositaire ou administration ne peut se soustraire à la surveillance du bureau central de bienfaisance pour l'emploi des fonds mis à sa disposition; qu'enfin, il est urgent de faire cesser toutes les difficultés qui pourraient entraver la marche du bureau de bienfaisance dans l'exercice de ses fonctions.

ARRÊTE:

Art. 1. Les membres du bureau de bienfaisance de la ville de Bois-le-Duc nommés par arrêté de S. Exc. le ministre de l'intérieur en date du 29 juin dernier, entreront en fonctions à partir du 1er janvier 1812.

2. Tous les revenus des anciens administrateurs des pauvres connus sous la dénomination de Blokmeester, le produit des quêtes faites dans les églises et dans les temples, ainsi que les revenus des biens jusqu'à présent administrés par les diaconies ou autres corporations religieuses et qui ont pour but le soulagement des pauvres *en général*, seront mis à sa disposition pour être répartis entre les dix bureaux auxiliaires de charité, qui

FRANSCH KEIZERRIJK.

'S HERTOGENBOSCH, *den 10 Januarij.*

ARRESTÉ.

Wij prefekt van het departement der Bouches du Rhin, rijksbaron, ridder van het legioen van eer,

ARRESTEEREN:

Art. 1. Ons arresté van den 28 December 1811, waarvan den inhoud hier beneden volgt en hetwelk betrekkelijk is tot het bureau van weldadigheid van de stad 's Hertogenbosch, is toepasselijk op alle de bureaux van weldadigheid van het departement, met uitzondering der bepalingen bij art. 1, 3 en 7 voorkomende, welke bijzonder op het eerstgenoemde etablissement applicabel zijn.

2. De heeren sous prefekten worden verzocht, om op de naarkoming van dit arresté te letten. Zij zullen er aan de maires van hun arrondissement kennis van geven, welke in hunne hoedanigheden als presidenten van de bureaux van weldadigheid, met de uitvoering daarvan belast zijn.

's Hertogenbosch, den 8 Januarij 1812.

(*Geteekend*) FREMIN DE BEAUMONT.

ARRESTÉ.

De prefekt van het departement der Bouches du Rhin, rijksbaron, ridder van het legioen van eer.

Gezien het rapport van mijn heer de sous-prefekt van het arrondissement van 's Hertogenbosch, betrekkelijk het daarstellen van auxiliaire bureaux van weldadigheid binnen deze stad, ter vervanging van de voormalige blokmeesters.

Gezien het rapport van de administrative commissie der godshuizen, betrekkelijk de goederen en inkomsten van elk liefdadig gesticht, waaruit blijkt dat sommige godsdienstige corporatien hebben geweigerd opening te geven der goederen, tot aan die tijd toe onder hunne administratie berust hebbende, en zulks onder voorwendsel dat zij alleen voor de armen van hunne geloofsbelijdenis, geschikt waren.

Gezien het keizerlijk decreet van den 12 Julij 1807, houdende dat alle goederen en inkomsten van fundatien, tot onderstand van den armen bestemd, onder welke naam, die ook bestaan mogten, moeten gesteld worden ter dispositie van het centraal bureau van weldadigheid, met last om daarover te beschikken, naar den wil der fondateurs.

Overwegende dat de weigering door gezegde corporatien gedaan, van alle wezenlijke grond ontbloot is, gemerkt er geene bedoeling is, om de bestemming te veranderen der goederen en inkomsten, die zij bezitten, maar integendeel om over het gebruik daarvan, overeenkomstig de wil en meening der stichters, te waken, en dat in geen geval eenig bewaarder of bestuur zich kan onttrekken aan de toezigt van het centraal bureau, opzigtelijk het gebruik maken der fondsen onder hen berustende: en ten laatsten dat het onverwijld noodzakelijk is een einde te maken aan die tegenkantingen, welke slechts den loop der werkzaamheden van het bureau van weldadigheid kunnen stremmen.

ARRESTEERT:

Art. 1. De leden van het bureau van weldadigheid van de stad 's Hertogenbosch, bij besluit van Z. E. den minister van binnenlandsche zaken de dato 29 Junij ll. benoemd, zullen met den aanvang van den 1 Januarij 1812, in hunne functien treden.

2. Alle de inkomsten der voormalige armenbesturen bekend onder den naam van blokmeesters, het bedragen der collecten in de kerken en tempels, mitsgaders de inkomsten der goederen tot hiertoe door de diaconien of andere godsdienstige corporatien bestuurd, en welke ten oogmerk hebben, den armen in *het algemeen*, te ondersteunen, zullen ter dispositie van hetzelve gesteld worden, om verdeeld te worden over de tien auxiliaire bureaux van weldadigheid, welke daar aanstonds de uitdeeling van in hunne respective wijken doen zullen. Men zal bij die

en feront ensuite la distribution dans leurs quartiers, et respectifs on aura égard pour cette répartition au nombre des pauvres existant dans chaque quartier, les bureaux auxiliaires en feront la distribution en proportion des besoins de chaque individu; ils choisiront parmi eux un trésorier dont les fonctions sont gratuites.

3. La commission administrative des hospices versera annuellement dans la caisse de bienfaisance, à partir du 1er janvier une somme de douze mille francs pour être répartie conformément à l'article précédent. Cette somme sera prélevée sur les revenus de l'hospice du St. Esprit, qui sera régi comme les autres hospices par la même commission administrative.

4. Les revenus des biens dont les diaconies et autres corporations religieuses sont en possession et qui sont spécialement et exclusivement affectés au soulagement des pauvres qui appartiennent à un culte quelconque, resteront à la disposition des ministres de ce culte, mais toujours à la charge par eux de rendre compte de l'emploi des fonds au bureau central de bienfaisance.

5. Les sommes mises à la disposition des bureaux auxiliaires par le bureau central, le seront en vertu d'un mandat délivré sur la caisse du receveur, par l'un des membres exerçant les fonctions d'ordonnateur, que ceux-ci choisiront parmi eux, et dont la nomination sera soumise à l'approbation du préfet dans les dix premiers jours de janvier. Aucune dépense ne pourra être ordonnancée sans qu'elle ait été autorisée par l'assemblée.

6. Le receveur des hospices étant en même tems receveur du bureau de bienfaisance, tiendra exactement un compte séparé pour chaque établissement.

7. La commission administrative des hospices qui a exercé provisoirement les fonctions des anciennes administrations des pauvres, remettra au bureau central de bienfaisance un état exact des biens et revenus appartenant aux établissemens de charité.

8. Le présent arrêté sera adressé au sous-préfet de l'arrondissement de Bois-le-Duc pour le mettre sans délai à exécution.

Fait et arrêté à *Bois-le-Duc le* 28 *Décembre* 1811.

(*Signé*) FREMIN DE BEAUMONT.

A R R Ê T É.

Le préfet du département des Bouches du Rhin, baron de l'empire, chevalier de la légion d'honneur,

Considérant qu'il est urgent de procéder dans le plus bref délai possible à la formation des listes alphabétiques de la classe de conscription de 1810.

A R R Ê T E:

Art. 1. Tous les individus nés pendant le courant de l'année 1790, et qui par conséquent appartiennent à la classe de conscription de 1810, seront tenus de se présenter devant le maire de leur commune, du 10 au 16 du présent mois janvier, à l'effet de se faire inscrire sur la liste des conscrits de leur classe.

2. Les maires inscriront sur le journal qu'ils ouvriront à cet effet, les déclarations qui leur seront faites par les conscrits, de leurs noms, prénoms, profession ou qualité et domicile, et des noms, prénoms et profession de leurs pères et mères, ou à défaut de parens, ceux de leurs tuteurs.

3. Ils recevront également les déclarations des conscrits des classes antérieures qui n'auraient point concouru dans la levée à laquelle ils appartiennent par leur âge.

4. Le 17 janvier, les maires procéderont à la rectification de leur journal. Dans ce travail ils s'aideront des registres de l'état civil, du tableau de population, du registre des passeports et de tous les renseignemens qu'ils auront pu se procurer sur les conscrits susceptibles de faire partie de la classe. Ils porteront sur leur journal tous les individus qu'ils découvriront par cette voie et qui ne se seront point fait inscrire.

L'opérations prescrite par l'art. 4 étant terminée, les maires inscriront sur les imprimés qui leur auront été adressés à cet effet par leur sous-préfet, et dans l'ordre rigoureusement alphabétique, tous les conscrits portés sur leur journal, et qui seront susceptibles de concourir dans la levée de 1810.

Ils indiqueront à chaque article sur cette liste, dans la colonne réservée à cet effet, si le conscrit s'est présenté pour se faire inscrire, ou s'il a été inscrit par suite des renseignemens que le maire se sera procurés,

gezegde uitdeeling het getal der armen, in elke wijk bestaande, in het oog houden, en de auxiliaire bureaux zullen de uitdeeling doen, naar gelang der noodwendigheid van elken bijzonderen armen; zij zullen uit hun midden een lid tot schatmeester benoemen, welke dezen dienst om niet verrigten zal.

3. De administrative commissie der godshuizen, zal alle jaren in de kas van het bureau van weldadigheid, te rekenen van den 1 Januarij, eene som van twaalf duizend francs storten, om overeenkomstig 't vorig gemeld artikel verdeeld te worden. Die som zal geheven worden uit de inkomsten van het godshuis genaamd *den heiligen Geest*, hetwelk, even als alle andere godshuizen door dezelve commissie van administratie, zal bestuurd worden.

4. De inkomsten van de goederen in bezit zijnde van de diaconien en andere godsdienstige gestichten, en welke bijzonder en bij uitsluiting bestemd zijn tot verligting van hunne armen, zullen ter beschikking verblijven van de leeraars van die eerdienst, maar immer onder die mits, van verantwoording te doen aangaande de besteding der fondsen, aan het centraal bureau van weldadigheid.

5. De gelden door het centraal bureau van weldadigheid aan de auxiliaire bureaux ter hand te stellen, zullen plaats hebben, uit kragt van een mandaat op de kas afteleveren, door een der leden, die de functien van ordonnateur waarneemt, die ten dien einde uit hun midden zal gekozen worden, en wiens benoeming aan de goedkeuring van den prefekt, binnen de 10 eerste dagen van januarij, zal moeten onderworpen worden. Geene uitgave vermag buiten de voorafgaande instemming der vergadering geordonneerd worden.

6. De ontvanger van de godshuizen, gelijktijdig ontvanger van het bureau van weldadigheid zijnde, zal eene naauwkeurige rekening van elk etablissement in het bijzonder houden.

7. De administrative commissie der godshuizen welke provisioneel de functien der voormalige armen-besturen heeft bekleed, zal aan het centrale bureau van weldadigheid eenen juisten staat indienen, van de goederen en inkomsten van alle de weldadige gestigten.

8. Het tegenwoordig arrêté zal aan den sous-prefekt van het arrondissement van 's Hertogenbosch gezonden worden, om het zelve onverwijld ter uitvoering te doen stellen.

Gedaan te *'s Hertogenbosch*, *den* 28 *december* 1811.

(*Geteekend*) FREMIN DE BEAUMONT.

A R R Ê T É.

De prefekt van het departement der Bouches du Rhin, rijksbaron, ridder van het legioen van eer.

Overwegende dat het noodzakelijk is, om zonder eenig verwijl en met allen mogelijken spoed over te gaan tot het opmaken der alphabetische lijsten der klasse van de conscriptie van 1810.

A R R E S T E E R T:

Art. 1. Alle de individus in 1790 geboren en die mitsdien in de klasse van opschrijving over 1810 vallen, zijn gehouden, zich voor den maire hunner gemeente te sisteren, en zulks van den 10 tot den 16 dezer maand januarij, ten einde zich te doen inschrijven op de lijst der conscrits hunner klasse.

2. De maires zullen dienten gevolge op het journaal door hen te openen, de verklaringen door de conscrits gedaan, inschrijven, als van hunne namen, voornamen, beroep en woonplaats met de namen, voornamen en handteringen hunner ouders, of bij gebrek van dien, als dan die hunner voogden.

3. Zij zullen even eens de verklaringen opschrijven der conscrits van de vorige klasse, welke in de vorige ligtingen waartoe zij volgens ouderdom behooren, niet mede geloot mogten hebben.

4. Op den dag van den 17 januarij zullen de maires tot het onderzoek en nazien hunner journalen overgaan. In dit werk zullen zij zich tot hulp bedienen van de registers van den civielen staat, van de bevolking, van de paspoorten, en van alle ophelderingen die zij hebben kunnen bekomen, opzigtelijk de conscrits in deze klasse vallende.

Zij zullen op hun journaal alle individu's brengen, die zij door dit middel ontdekken mogten, en die zich niet mogten hebben doen inschrijven.

5. Zulks verrigt zijnde, zullen de maires op de gedrukte hun door de sous-prefekten toegezonden bladeren, en in eene wel toegezienen alphabetische order, de namen van alle de conscrits, op het journaal staande, inschrijven, welke in de termen van de conscriptie van 1810 vallen.

Men zal op de kolom, daartoe bestemd, inschrijven of de conscrit zich van zelve heeft aangeboden, dan of hij door nasporing van de maires ontdekt is.

6. Les listes alphabétiques des conscrits ainsi terminées, seront envoyées au sous-préfet de l'arrondissement avant le 20 janvier pour tout délai.

7. Les maires sont responsables de l'exactitude des listes alphabétiques des conscrits de leurs communes. Ils s'assureront par tous les moyens qui sont à leur pouvoir qu'il n'y existe ni omission ni irrégularité.

8. Les opérations relatives au tirage et aux assemblées du conseil de recrutement, seront ultérieurement réglées par le préfet.

9. Les sous-préfets et les maires sont chargés sous leur responsabilité de l'exécution du présent arrêté, qui sera imprimé dans les deux langues, publié et affiché dans toutes les communes du département.

Fait à *Bois-le-Duc*, *le 6 Janvier* 1812.

(*Signé*) FREMIN DE BEAUMONT.

ARRÊTÉ.

Le préfet du département des Bouches du Rhin, baron de l'empire, chevalier de la légion d'honneur.

Vu les lois et réglemens concernant la police de la chasse.

ARRÊTE:

La haute chasse sera fermée dans toute l'étendue de ce département à compter du 15 janvier, présent mois.

La basse chasse ou la chasse des marais continuera à être permise.

Le présent arrêté sera publié dans toutes les communes du département. Les maires et la gendarmerie sont chargés de son exécution.

Fait à *Bois-le-Duc le 9 Décembre* 1811.

(*Signé*) FREMIN DE BEAUMONT.

Le préfet du département des Bouches du Rhin, prévient les particuliers qui à la venir lui adresseront des demandes tendantes à obtenir l'autorisation d'exporter des graines grasses, qu'ils devront spécifier dans leurs demandes les quantités de chaque espèce de ces graines qu'ils désireront exporter, et indiquer le port où se fera l'embarquement de chaque quantité.

Les demandes qui ne contiendraient point ces indications seront rejettées et demeureront sans réponse.

S. Exc. le ministre des finances, par arrêté du 10 décembre 1811, a restreint à l'arrondissement de Nimègue la culture du tabac dans ce département, pour l'année 1812. La quantité de terres qui pourra être plantée, est fixée à *mille hectares*.

Les déclarations seront faites, comme pour l'exercice 1811, entre les mains des maires, qui délivreront un permis spécifiant la contenance de la pièce de terre et le nombre de pieds de tabac, qu'on se propose d'y planter. Les particuliers qui auront fait des déclarations, seront tenus de s'y conformer exactement, sous peine de se voir privés à l'avenir de la faculté de planter du tabac, à moins que des cas de force majeure ne les aient empêchés de s'y conformer, ce qu'ils prouveront à Mr. le préfet.

L'art. 4 du décret impérial du 29 décembre 1811 prescrit, qu'il ne peut être reçu de déclaration de culture, pour une quantité de terre moindre de *quarante hectares* en une seule pièce, dont les planteurs seront propriétaires ou fermiers. MM. les maires devront strictement se conformer au voeu de cet article, dont ils ne pourront s'écarter qu'en faveur de cultivateurs honnêtes, reconnus pour récolter de beaux tabacs; mais les déclarations de ces derniers ne pourront, sous aucun prétexte, être reçues pour une quantité moindre de *vingt ares*.

L'admission ou le rejet des déclarations faites entre les mains des maires, appartenant à la régie, les cultivateurs sont prévenus que pour la répartition des *mille hectares* qui peuvent être plantés en 1812, on aura égard aux qualités des tabacs livrés en 1811. Les personnes propriétaires de séchoirs, et celles qui, reconnaissant leur utilité, s'engageraient à en faire construire, sont assurées de n'éprouver aucune réduction dans leurs déclarations de la quantité de terre qu'elles se proposent d'employer à cultiver le tabac.

Tout cultivateur qui aura été désigné par Mr. le directeur des droits réunis, comme ayant disposé illicitement d'une partie de sa récolte, ne pourra obtenir de permis de culture.

MM. les cultivateurs sont encore prévenus, que le prix qui leur a été accordé en 1812, leur sera égale-

6. De alphabetische lijst der conscrits aldus opgemaakt zijnde, zal uiterlijk voor den 20 januarij aan den sous-prefekt van ieder arrondissement gezonden worden.

7. De maires zijn verantwoordelijk voor de naauwkeurigheid der alphabetische lijsten der conscrits hunner gemeente. Zij zullen zich door alle middelen die in hun vermogen zijn verzekeren, dat 'er geen abuizen noch omissien in begaan zijn.

8. De werkzaamheden betreffende de loting en de vergadering van den raad van recrutering, zullen nader door den prefekt bepaald worden.

9. De sous-prefekten en maires zijn op hunne verantwoordelijkheid belast met de uitvoering van het tegenswoordig arrêté, hetwelk in de beide talen gedrukt, bekend gemaakt en aangeplakt zal worden, in alle de gemeenten van het departement.

Gedaan te *'s Hertogenbosch*, *den 6 Januarij* 1812.

(*Geteekend*) FREMIN DE BEAUMONT.

ARRÊTÉ.

De prefekt van het departement der Bouches du Rhin, rijksbaron, ridder van het legioen van eer.

Gezien de wetten en verordeningen omtrent de politie van de jagt.

ARRESTEERT:

De hooge jagt zal, te rekenen van den 15 dezer maand januarij, door het geheele departement gesloten worden.

De laage jagt of de jagt op de moerasgronden, zal blijven voortduren.

Het tegenwoordig arrêté, zal in alle de gemeenten van het departement bekend gemaakt worden, de maires en de gendarmerie zijn belast met de uitoeffening van dien.

's Hertogenbosch, *den 9 Januarij* 1812.

(*Geteekend*) FREMIN DE BEAUMONT.

De prefekt van het departement der Bouches du Rhin, maakt aan alle die genen bekend, welke in het vervolg verzoeken aan hem willen toezenden, strekkende om verlof te bekomen tot uitvoering van olijzaden, dat dezelve daarin moeten uitdrukken de hoeveelheid van elk soort van zaden, die zij begeren uittevoeren en op te geven de haven, alwaar de lading of inscheping plaats zal hebbende, zullen buiten dien op die verzoeken geen regard worden genomen.

Z. Exc. de minister van finantien, heeft bij deszelfs besluit van den 10 december 1811, de inschrijving van den tabaksteelt binnen dit departement, voor den jare 1812, op het arrondissement van Nijmegen doen vallen, de hoeveelheid van land daar toe te besteden, is op *duizend hectares* bepaald.

De aangiften zullen even gelijk in 1811, aan de maires gedaan worden, welke een consenthulet, specifiek inhoudende de hoegrootheid van het stuk land en het getal der tabaksplanten, welke men voornemens is te poten, ten dien einde zullen afgeven. De gegadingdens welke zoodanige aangifte gedaan hebben, zullen gehouden zijn, om zich dien conform te gedragen, op straffe van anderzins bij vervolg ontstoken te zijn van het regt om tabak te mogen planten, ten waare er zich gevallen van beletting door hogere magt hadden opgedaan, waarvan zij aan mijn heer den prefekt voldoend bewijs zullen moeten inleveren.

Art. 4 van het keizerlijk decreet van den 29 december 1811, brengt mede, dat er geene aangifte van tabaksplanting beneden de *veertig ares* of minder dan een geheel stuk land, waar de tabaksplanters, eigenaars of pagters van zijn, mogen aangenomen worden.

De heeren maires moeten zich stiptelijk naar den zin van dit artikel gedragen, als mogende daarvan niet afwijken, dan alleen ten voordeele van brave en eerlijke tabaksplanters, welke bekend zijn zeer schonen tabak te leveren, kunnende evenwel de aangifte dezer laastgenoemden onder geen voorgeven hoegenaamd minder zijn, dan *twintig ares*.

De goed of afkeuring der aan de maires gedane aangiften, aan de beheering alleen ter beoordeling staande, worden alle de tabaksplanters verwittigd, dat men in de verdeling der *duizend ares*, welke beplant mogen worden, de qualiteit van den tabak in 1811 geleverd, zal in consideratie nemen. De eigenaren van droogschuren en zoodanige personen, welke derzelver nuttigheid inziende zich verbinden mogten willen, van er een of meer te doen opbouwen, zijn verzekerd, dat zij geene de minste korting in de aangiften door hen te doen, omtrent de hoeveelheid in land die zij met tabak wenschen te beplanten, zullen ondervinden.

Geen tabaksplanter welke aan mijn heer den directeur van de vereenigde regten ontdekt zal wezen, van op eene ongeoorloofde wijze zich een gedeelte van den tabaksoogst te hebben benadert, zal eenig verlof meer bekomen, om land met tabak te beplanten.

De heeren tabaksplanters worden nog daarenboven bekend gemaakt dat de prijs in 1811 toegestaan, hun ook even eens

ment accordé en 1813. Ils reconnaîtront dans cette disposition, l'intention bien positive qu'a la régie d'encourager la culture du tabac et de mettre les planteurs à même de l'améliorer à l'avenir par tous les essais convenables.

L'auditeur au conseil d'état, sous-préfet de l'arrondissement de Bois-le-Duc, prévient les cultivateurs de tabacs que le délai pour la livraison des tabacs en feuilles étant expiré, il leur est défendu d'en avoir chez eux, même la plus petite quantité, à peine d'être punis, en cas de contravention, d'une amende de 1000 francs et de la confiscation des tabacs, conformément aux dispositions de l'art. 29 du décret impérial du 29 december 1808.

Il les informe en outre que la culture du tabac ne pourra avoir lieu dorénavant que dans l'arrondissement de Nimègue.

AVIS.

S. Exc. monseigneur le ministre de la guerre a fait connaître à Mr. l'ordonnateur de la 25e division militaire que si, par une fausse interprétation de leur domicile, quelques pensionnaires hollandais n'étaient point encore inscrits sur les contrôles de la 25e division militaire, dans laquelle ils auraient fixé leur résidence, il l'invitait, pour faciliter à ces militaires les moyens de toucher plus promptement les trimestres qui leur sont dus, à écrire pour eux à Mr. l'Intendant général du trésor impérial en Hollande.

En conséquence, les militaires pensionnés, retirés dans le département des Bouches du Rhin, qui se trouveraient dans ce cas, doivent se hâter d'adresser à Mr. le commissaire des guerres à Bois-le-Duc, une note indiquant leurs nom, prénoms, et grade, le corps dans lequel ils ont servi, leur âge, la date de leur admission à la retraite, la quotité de leur pension en florins et en francs, le lieu de leur résidence actuelle, et celui où ils touchaient ci-devant leur pension, afin que Mr. le commissaire des guerres puisse remplir les intentions bienveillantes de S. Exc. à leur égard.

zoodanig in 1812 zal worden ingewilligd; zij zullen in deze vrijgevige schikking 't stellig oogmerk van de beheering mogen waarnemen, hetwelk in niets anders bestaat, dan in den tabaks-teelt aantemoedigen, en de kweekers in staat te stellen, om door alle nodige proeven dezelven bij vervolg in bloeienden staat te brengen.

Den auditeur bij den staatsraad, sous-prefekt van het arrondissement van 's Hertogenbosch, verwittigd de kweekers van tabak dat de termijn voor leverantie van den tabak in bladeren geëxpireerd zijnde, het hun verboden is, iets daarvan in huis te hebben, zelfs niet de minste hoeveelheid, op straf, van ingeval van overtreding eene boete van 1000 francs te verbeuren boven en behalven de verbeurdverklaring van den tabak overeenkomstig de bepalingen van art. 29 van het keizerlijk decreet van den 29 december 1810.

Hij berigt hun tevens dat de kweeking van tabak voortaan niet meer plaats mag hebben dan in het arrondissement van Nijmegen.

BEKENDMAKING.

Zijne Excellentie monseigneur de minister van oorlog heeft aan den heere ordonnateur van de 25ste militaire divisie te kennen gegeven, dat, indien er mogelijk door eene verkeerde opgave hunner woonplaatsen, verscheiden hollandsche gepensioneerde militairen nog niet in de controles der 25ste militaire divisie mogten zijn ingeschreven, hij denzelven uitnoodigd, om, ten einde die militairen hunne trimestres prompter te kunnen doen ontvangen, voor hun aan mijn heer den intendant generaal der keizerlijke schatkist in holland te schrijven.

Dienvolgens worden de gepensioneerde militairen in het departement der Bouches du Rhin, wonende en in het bovengemeld geval verserende uitgenoodigd, zoodra mogelijk aan den heer commissaris van oorlog te 's Hertogenbosch intezenden eenen staat inhoudende hunnen naam, toenaam en rang, het corps bij 't welke zij gediend hebben, hunnen ouderdom, de dagtekening hun ontslag uit den dienst, het montant van hun pensioen in guldens en in francs, de plaats van hun tegenwoordig verblijf, en van die waar zij voorheen hun pensioen ontvangen hebben, op dat mijn heer de commissaris van oorlog daar door aan de goedgunstige oogmerken van Zijne Excellentie, ten hunnen opzigte kunne voldoen.

*** Les changemens ordonnés dans le format du journal du département par l'arrêté de Mr. le préfet en date du 3 décembre dernier, ayant occasionné une dépense double en frais de timbre, d'impression et de papier, nous nous trouvons forcés d'établir une légère augmentation dans le prix de cette feuille. Nous informons en conséquence nos abonnés qu'à compter du 1er janvier 1812 le prix du journal sera de 20 francs par an, de 10 francs par semestre et de 5 francs par trimestre, et celui de la feuille d'annonces, de 12 francs par an, de 6 francs par semestre, et de 3 francs par trimestre. On pourra s'abonner au journal et à la feuille d'annonces séparément. Les abonnemens devront être payés d'avance. On pourra se procurer les feuilles séparées au bureau du journal, à raison de 25 centimes par chaque n.° du journal, et de 15 centimes pour chaque n.° de la feuille d'annonce. Pour faire concorder d'avantage la publication du journal et des annonces avec le départ des courriers de Bois-le-Duc, ces feuilles paraîtront à compter du 1er janvier les mardi et samedi de chaque semaine. MM. les abonnés qui n'ont point renouvellé leur abonnement, sont priés de vouloir l'effectuer avant le 1er janvier. Toutes lettres addressées au bureau du journal devront être affranchies. Ce bureau se chargera de prendre à la poste des abonnemens pour le port à raison de 4 centimes par chaque feuille, à payer par les abonnés ensus de l'abonnement.

MM. les notaires ou officiers publics qui désireraient se procurer une quantité d'exemplaires de la feuille d'annonces, pour donner une plus grande publicité aux avis qu'ils y font insérer, pourront les obtenir en prévenant un jour avant la publication, et en payant seulement les frais de timbre et d'impression pour le nombre qu'ils souhaiteraient d'obtenir.

*** De veranderingen in het formaat van het Journaal van het departement, kragtens het arrêté van mijn heer de prefekt, de dato 3 december laatstl. te wege gebragt, eene dubbele bekostiging van zegels, drukloon en papier veroorzaakt hebbende, zijn wij genoodzaakt geworden mede eene kleine verandering in den prijs van dit blad te maken. Wij maken alzoo onze geabonneerden bekend, dat te rekenen van den 1 januarij 1812, de prijs van hetzelve zijn zal 20 francs in 't jaar; 10 francs in 't half en 5 francs in 't kwart-jaar. En die van 't Advertentie-blad 12 francs voor een geheel, 6 francs voor een half en 3 francs voor een kwartjaar. Men kan zich voor 't Journaal en voor 't Advertentie-blad afzonderlijk abonneren. De abonnementen worden vooruit betaald. Men kan ook ieder blad zoo van het Journaal als van de Advertentien afzonderlijk aan het bureau tegen 25 centimes het eerste en 15 centimes het laatstgenoemde bekomen. Om de uitgaven van het Journaal en die van de advertentien, beter met het vertrek der posten van 's Hertogenbosch te doen overeenstemmen, zullen dezelve te rekenen van den 1 Januarij des dingsdags en zaturdags van elke week worden uitgegeven. De geabonneerden welke hun abonnement nog niet vernieuwd hebben, worden verzocht zulks voor den 1 Januarij te verrigten. Alle de brieven aan het bureau van het Journaal gezonden, moeten vragt-vrij gemaakt worden. Het bureau van het Journaal neemt op zich een abonnement ter posterij aantegaan, ten einde de bladeren vrij van port overtezenden, mits de geabonneerden van hetzelve zich verbinden 4 centimes per blad boven de prijs van hun abonnement te voldoen.

De heeren notarissen en publieke beambten, welke begeerig zijn mogten een aantal exemplaren te gelijk te nemen van de advertentie-bladen, ten einde eene uitgebreidere openbare bekendmaking aan de advertentien, door hun daarin geplaatst, te geven, kunnen dezelve verkrijgen, mits daags voor de uitgave daarvan de weet doende en alleen betalende de kosten der zegels en het drukloon van die meerdere door hun bestelde bladeren.

A *Bois-le-Duc*, de l'Imprimerie du Bureau du Journal, chez H. PALIER ET FILS ET P. ARKESTEYN, Imprimeurs de la Préfecture. 1812.